

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 8 décembre 2009

**A Madame l'Administrateur du Projet de
Promotion des Investissements Privés (PPIP)
S/C Agence Nationale chargée de la Promotion
De l'Investissement et des Grands Travaux
(APIX SA) - 52, Rue Mouhamed V - Dakar**

Madame l'Administrateur,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification du processus de passation des marchés ainsi que des contrats signés par le Ministère des Forces Armées pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008 et financés sur ressources internes.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats du Ministère des Forces Armées avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Nouveau Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives.

Cet audit a également consisté à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés et de suivi des contrats.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Ces travaux appellent de notre part les remarques et observations ci - après:

1. Réserves

- des marchés ont été approuvés et notifiés après que les prestations ont été effectuées en violation des dispositions de l'article 44 du Code des Obligations de l'Administration qui proscrit la pratique de la régularisation (marché F 0489/08 relatif à l'acquisition de pièces de rechange pour les visites périodiques du FOKKER 27 attribué à SAS pour

227 000 000 F CFA, marché F 0035/09 relatif à la fourniture de mobiliers de bureau et de climatiseurs attribué à DISTRIBUTION PLUS pour 150 612 500 F CFA) ;

- des clauses abusives et discriminatoires tendant à éliminer des appels d'offres des entreprises ayant des travaux non exécutés ou en contentieux avec la Direction du Génie Militaire sont insérées dans les dossiers d'appel d'offres en violation des dispositions de l'article 27 du Code des Obligations de l'Administration portant libre accès à la commande publique ;
- des critères d'évaluation inadaptés aux marchés de travaux sont inclus dans le DAO relatif à la réfection et à la réhabilitation du stade Iba Mar Diop induisant des appréciations non pertinentes pour le choix de l'attributaire;
- un rabais a été consenti par l'attributaire provisoire du marché relatif aux travaux de réhabilitation du stade Iba Mar Diop qui a eu pour effet de ramener le montant de son offre financière à un niveau compatible avec le reliquat de la ligne budgétaire après que les ponctions ont été effectuées. Ce rabais a été fait en violation des dispositions de l'article 69 du NCMP qui interdit toute négociation sur les marchés de fournitures et de travaux ;
- des délais anormalement courts sont parfois accordés aux candidats pour la préparation de leurs offres en violation des dispositions de l'article 63 alinéa 2 du NCMP ;
- des délais d'attribution de marchés anormalement longs dépassant la période de validité des offres et des garanties de soumission ont été notés sans que des demandes formelles de prorogation desdits délais ne soient adressées aux soumissionnaires.

2. Limitations à l'étendue de nos travaux

- des marchés d'un montant global estimé à 5 066 888 338 FCFA dont 2 939 733 894 F CFA sur ententes directes (7) et 2 127 154 444 F CFA sur appel d'offres (10) n'ont pas été couverts par notre contrôle parce que financés par des ressources extérieures. L'exclusion de ces opérations extérieures de notre périmètre d'investigation est consécutive à une disposition des termes de référence.

A l'exception des réserves et limitations évoquées aux paragraphes 1 et 2 ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le NCMP.

SOMMAIRE

	Lexique des abréviations et sigles	4
1	Synthèse des non conformités identifiées et formulation de recommandations	6
1.1	Non conformités identifiées	6
1.2	Formulation de recommandations	7
1.3	Tableaux Récapitulatifs des violations du NCMP par marché	8
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	13
2.1	Contexte de l'intervention	13
2.2	Objectifs de la mission	13
2.3	Tâches du consultant	14
2.4	Rapports attendus et durée de la mission	16
3	Approche méthodologique	18
3.1	Revue des textes	18
3.2	Analyse de l'environnement de la passation des marches	19
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marches	19
4	Résultats de nos travaux	22
4.1	Observations sur l'environnement de la passation des marches	22
4.2	Périmètre Couvert	23
4.3	Examen des marchés	24
4.3.1	Marchés conclus par Entente Directe	24
4.3.2	Marchés conclus par Appel d'Offres	30
4.3.3	Marchés conclus par DRP	35

Liste des abréviations et sigles

AO	Appel d'Offres
AOO	Appel d'Offres Ouvert
BE	Bon d'engagement
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CCTG	Cahier des clauses Techniques Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
CPS	Cahier des Prescriptions Spéciales
CPST	Cahier des Prescriptions Spéciales Techniques
DAO	Demande d'Appel d'Offres
DMTA	Direction du Matériel et du Transit Administratif
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MFA	Ministère des Forces Armées
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d'Evaluation
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1

SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

1. SYNTHESE DES NON CONFORMITES IDENTIFIEES ET FORMULATION DE RECOMMANDATIONS

1.1. NON CONFORMITES IDENTIFIEES

SYNTHESE DES NON CONFORMITES

Les non conformités relevées se présentent comme suit :

1. des marchés ont été approuvés et notifiés après que les prestations ont été effectuées en violation des dispositions de l'article 44 du Code des Obligations de l'Administration qui proscriit la pratique de la régularisation (marché F 0489/08 relatif à l'acquisition de pièces de rechange pour les visites périodiques du FOKKER 27 attribué à SAS pour 227 000 000 F CFA, marché F 0035/09 relatif à la fourniture de mobiliers de bureau et de climatiseurs attribué à DISTRIBUTION PLUS pour 150 612 500 F CFA) ;
2. des clauses abusives et discriminatoires tendant à éliminer des appels d'offres des entreprises ayant des travaux non exécutés ou en contentieux avec la Direction du Génie Militaire sont insérées dans les dossiers d'appel d'offres en violation des dispositions de l'article 27 du Code des Obligations de l'Administration portant libre accès à la commande publique ;
3. des critères d'évaluation inadaptés aux marchés de travaux sont inclus dans le DAO relatif à la réfection et à la réhabilitation du stade Iba Mar Diop induisant des appréciations non pertinentes pour le choix de l'attributaire;
4. un rabais a été consenti par l'attributaire provisoire du marché relatif aux travaux de réhabilitation du stade Iba Mar Diop qui a eu pour effet de ramener le montant de son offre financière à un niveau compatible avec le reliquat de la ligne budgétaire après que les ponctions ont été effectuées. Ce rabais a été fait en violation des dispositions de l'article 69 du NCMP qui interdit toute négociation sur les marchés de fournitures et de travaux ;
5. des délais anormalement courts sont parfois accordés aux candidats pour la préparation de leurs offres en violation des dispositions de l'article 63 alinéa 2 du NCMP ;
6. des délais d'attribution de marchés anormalement longs dépassant la période de validité des offres et des garanties de soumission ont été notés sans que des demandes formelles de prorogation desdits délais ne soient adressées aux soumissionnaires.

1.2. FORMULATION DE RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

Le Ministère des Forces Armées doit veiller à une stricte application du NCMP et plus particulièrement dans ses dispositions relatives :

1. aux dispositions de l'article 44 du Code des Obligations de l'Administration qui proscrit la pratique de la régularisation (marché F 0489/08 relatif à l'acquisition de pièces de rechange pour les visites périodiques du FOKKER 27 attribué à SAS pour 227 000 000 F CFA, marché F 0035/09 relatif à la fourniture de mobiliers de bureau et de climatiseurs attribué à DISTRIBUTION PLUS pour 150 612 500 F CFA) ;
2. aux clauses abusives et discriminatoires tendant à éliminer des appels d'offres des entreprises ayant des travaux non exécutés ou en contentieux avec la Direction du Génie Militaire en violation des dispositions de l'article 27 du Code des Obligations de l'Administration portant libre accès à la commande publique ;
3. aux critères d'évaluation inadaptés aux marchés de travaux inclus dans le DAO relatif à la réfection et à la réhabilitation du stade Iba Mar Diop induisant des appréciations non pertinentes pour le choix de l'attributaire ;
4. à la négociation avec l'attributaire provisoire du marché relatif aux travaux de réhabilitation du stade Iba Mar Diop qui a eu pour effet de ramener le montant de son offre financière à un niveau compatible avec le reliquat de la ligne budgétaire après que les ponctions ont été effectuées, en violation des dispositions de l'article 69 du NCMP qui interdit toute négociation sur les marchés de fournitures et de travaux ;
5. aux délais anormalement courts qui sont parfois accordés aux candidats pour la préparation de leurs offres en violation des dispositions de l'article 63 alinéa 2 du NCMP ;
6. aux délais d'attribution de marchés anormalement longs dépassant la période de validité des offres et des garanties de soumission sans que des demandes formelles de prorogation desdits délais ne soient adressées aux soumissionnaires.

1.3. TABLEAUX RECAPITULATIFS DES VIOLATIONS DU NCMP PAR MARCHE

Non Conformités Identifiées	ED N° T 0861/08	ED N° 14/CPM/R	ED N° F 0189/08	ED N° F 0412/08	ED N° 0559/08	ED N° F 395/08	ED N° F 394/08	ED N° F 393/08
Attributaires	Dakarnave	SOFEXI	SAS	SOFEXI	Axa Assurances	AAA	SAS	SAS
Montants des marchés en F CFA TTC	254 880 946	599 625 000	227 000 000	400 604 382	72 781 000	150 000 000	70 000 000	130 000 000
Violation de l'article 9 sur le financement des marchés, l'existence de crédits et les autorisations préalables						√	√	√
Violation des dispositions relatives à l'article 12 du NCMP portant sur les conditions d'exécution des marchés						√	√	√
Violation des dispositions relatives à l'article 14 du NCMP portant sur la durée des marchés					√			
Violation des dispositions de l'article 44 du COA sur la pratique de la régularisation			√					
Violation des articles 75 et 76 du NCMP portant sur les marchés passés par entente directe	√	√		√	√			

Non Conformités Identifiées	ED N° F 0396/08	ED N° 0561/08	ED N° S 902/08	ED N° F 0016/09	AO N° 1 du 07/03/08	AO N° T.0834/08	AO N° 2 du 03/07/08	AO N° F 0035/09
Attributaires	SAS	SAS	AAA	Ad Trade Belgium	Keur Khadim, Mintech, Groupe Disso	Ets STB	GMB	Distribution Plus
Montants des marchés en F CFA TTC	150 000 000	70 000 000	150 000 000	100 000 000	368 285 700	35 381 000	53 391 455	150 612 500
Violation de l'article 9 sur le financement des marchés, l'existence de crédits et les autorisations préalables	√	√	√	√		√		
Violation des dispositions relatives à l'article 12 du NCMP portant sur les conditions d'exécution des marchés	√	√	√	√		√		
Violation des dispositions de l'article 44 du COA sur la pratique de la régularisation								√
Violation des dispositions de l'article 45 du NCMP sur la justification de la capacité juridique technique et financière requise pour exécuter un marché						√	√	
Violation des dispositions relatives à l'article 63 du NCMP portant sur les délais et modes de présentation des offres et des candidatures					√	√		
Violation des dispositions relatives à l'article 66 du NCMP portant sur les avis d'appel d'offres					√			
Violation des dispositions relatives à l'article 85 du NCMP portant sur la publicité de l'attribution et information des candidats						√		

Description	DRP N° 138279 Fourniture de matériels de bureau aux services centraux	DRP N° 138280 Fourniture de mobilier de bureau aux Forces Armées	DRP N° 138283 Fournitures de matériels de bureau	DRP N° 138270 Consommables Informatiques	DRP N° 138269 Fournitures de bureau au profit des services centraux et services
Attributaires	Centrale Informatique	C.A.R.I	A.C.I	Bureautique Informatique Papeterie	Mina Services
Montants des marchés en F CFA TTC	9 035 850	14 988 950	10 089 994	5 528 000	5 254 068
Violation des dispositions de l'article 6 du NCMP sur l'établissement des marchés du PPM comprenant l'ensemble des marchés prévus par l'AC		√	√	√	√
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	√	√	√	√	√
Violation de l'article 53 sur les seuils de passation		√			
Violation de l'article 68 portant sur la recevabilité, l'analyse, l'évaluation et la comparaison des offres	√	√	√	√	√

Description	DRP N° 138272 Consommables Informatiques	DRP N° 138278 Entretien et Maintenance du parc automobile	DRP N° 138264 Pièces de rechange	DRP N° 138242 Achat de carburant au profit des services centraux des Forces Armées	DRP N° 138281 Acquisition de matériels de bureau au profit des services centraux
Attributaires	PADEL SERVICES	GARAGE IBRA GUEYE	SIEPA	TOTAL-SENEGAL	GIE Service Commerce International
Montants des marchés en F CFA TTC	4 521 170	14 999 551	10 000 000	87 000 000	14 909 300
Violation des dispositions de l'article 6 du NCMP sur l'établissement des marchés du PPM comprenant l'ensemble des marchés prévus par l'AC	√	√	√	√	√
Violation de l'article 53 sur les seuils de passation		√			√
Violation des dispositions relatives à l'article 77 du NCMP sur la procédure de DRP				√	
Violation de l'article 68 portant sur la recevabilité, l'analyse, l'évaluation et la comparaison des offres			√	√	√

SECTION 2

CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1. CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenu de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2008 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des présents termes de référence.

2.2. OBJECTIFS DE LA MISSION

La mission a pour objectif principal de vérifier le processus de passation des marchés ainsi que les contrats signés entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2008 et financés sur ressources internes, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
- fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- recommandations pour le futur.

2.3. TACHES DU CONSULTANT

Les services requis du consultant portent principalement sur la vérification de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés financés au moyen des ressources internes de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des

ministères ; budgets des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budgets des collectivités locales), la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés.

Le consultant devra notamment :

- sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon devra être composé comme suit :
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
 - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, le consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- vérifier la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;
- formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- le consultant devra assurer une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège desdites institutions.

Le consultant organisera des séances de restitution de son rapport provisoire au niveau de chacune des autorités contractantes concernées.

2.4 RAPPORTS ATTENDUS ET DUREE DE LA MISSION

1. Le Consultant devra produire :
 - un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2,5 mois après le début des prestations et,
 - un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports doivent aussi être soumis sur support informatique (CD).
2. Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports du consultant doivent contenir, au moins, un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes) comprenant une analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous-rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

SECTION 3
APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

3.1 REVUE DES TEXTES

Nous avons fait à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 e du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant règlement général sur la Comptabilité Publique.

3.2 ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Nous avons également effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement du Ministère des Forces Armées pour apprécier la capacité des structures à mettre en œuvre de manière efficace les procédures de contrôle des opérations de passation des marchés par la mise en œuvre des modules d'analyse et d'évaluation ci - après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place en application des dispositions de l'article 35 du NCMP (CM, CPM), des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique,
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre,
- contrôle de la régularité des dépenses,
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

3.3 VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Ces contrôles ont porté sur les aspects relatifs à :

- la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation,
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes,
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels,
- au contenu des dossiers d'appel à candidatures,
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- au respect des délais de passation des marchés,
- au contenu des procès verbaux d'ouverture des offres,
- au contenu des procès verbaux ou rapports d'évaluation technique des offres,
- au contenu des procès verbaux ou rapports d'évaluation financière des offres,

- au contenu des procès verbaux d'attribution provisoire,
- à l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- au contenu des lettres de notification,
- à la publicité des attributions provisoires et / ou définitives et au contenu des avis,
- à l'information des soumissionnaires non retenus,
- au respect des délais de passation des marchés,
- au respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement à l'application des clauses de pénalités,
- au contenu des contrats et au respect des dispositions relatives au paiement,
- au recueil des garanties (garantie de soumission ou garantie de bonne exécution), à leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et à leur durée de validité,
- à la vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- à la réception effective des biens et services,
- aux paiements effectués en relation avec les clauses contractuelles....

SECTION 4
RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DE NOS TRAVAUX

4.1 OBSERVATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES.

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons procédé à la revue du plan de passation des marchés préparé par le Ministère des Forces Armées et transmis à la DCMP, de l'état d'exécution dudit plan et de l'avis général de passation des marchés. Le rapprochement de ce PPM avec l'état d'exécution du PPM a permis de constater que les DRP ne sont pas incluses dans le PPM puisque le NCMP n'en fait pas expressément une obligation pour les autorités contractantes.

Les arrêtés portant création de la Cellule de Passation des Marchés et de la Commission des Marchés au titre de l'exercice 2008 nous ont été transmis de même que les copies des attestations de prise de connaissance, par les membres de ces structures, de la Charte d'Ethique et de Transparence en matière de Marchés Publics (décret 2005-575 du 22 juin 2005 portant approbation de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics et arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 alinéa 5 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics).

La Commission des Marchés du Ministère des Forces Armées a élaboré son rapport annuel comme l'y invite le NCMP tout comme la Cellule de Passation des Marchés a régulièrement confectionné et transmis ses rapports trimestriels.

Rappel des seuils applicables du Ministère des Forces Armées en vertu de l'arrêté 11 580 du 28 décembre 2007

Type de Marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAPEV	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Travaux	25	250	100	800
Fournitures et services	15	150	40	400
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350

Le Ministère des Forces Armées a bien formalisé toute la démarche de passation de marchés publics par :

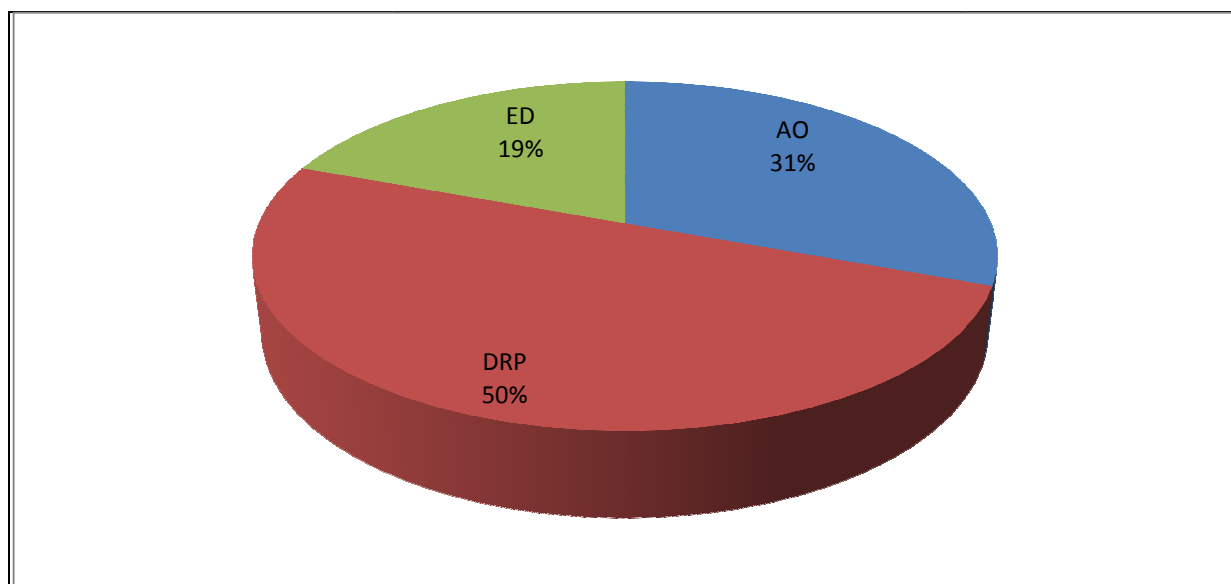
- l'élaboration de dossiers d'appels d'offres,
- l'élaboration des procès verbaux d'ouvertures des plis,
- l'élaboration de rapports d'évaluation technique des offres,
- l'élaboration de procès verbaux d'attribution provisoire,
- l'élaboration de lettres de notification d'attribution définitive,
- l'élaboration de contrats.

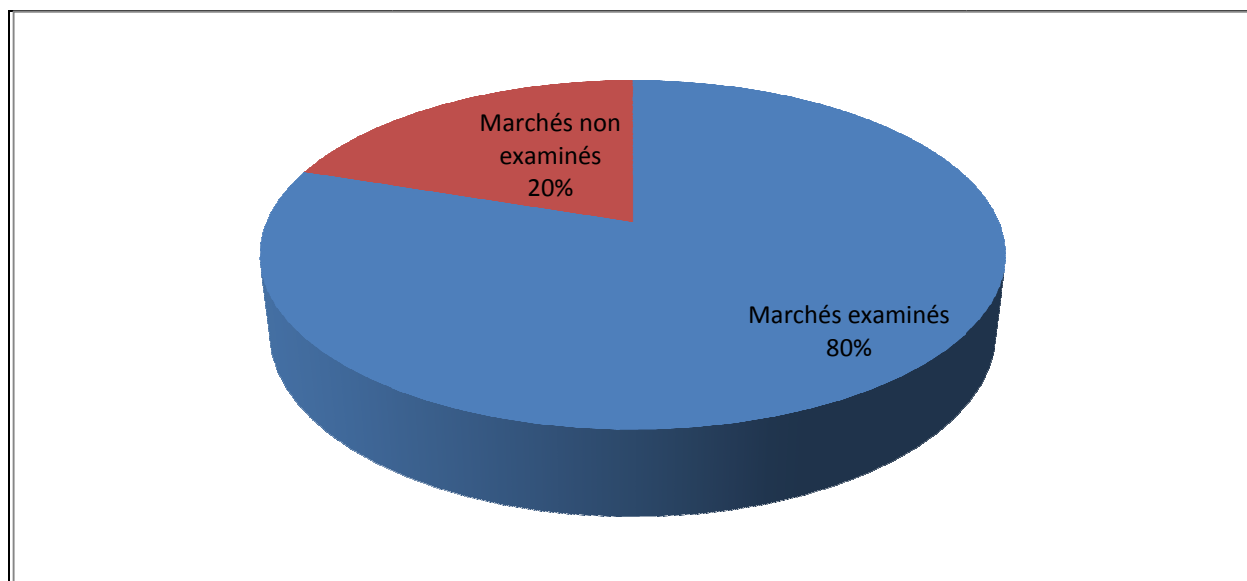
4.2 PERIMETRE COUVERT

La situation d'exécution des marchés de 2008 s'établit comme suit :

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2008		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	17	1 093 936 615	5	554 279 200	29,41%	50,67%
Appel d'offres restreint (AOR)	2	97 769 900	1	53 391 455	50%	54,61%
Demande de Proposition (DP)						
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	31	393 325 390	10	176 326 883	32,26%	44,83%
Entente directe (ED)	12	2 374 891 328	12	2 374 891 328	100%	100%
TOTAL	62	3 959 923 233	28	3 158 888 866	45,16%	79,77%

Un échantillon a été constitué à partir de la liste des marchés exécutés conformément aux termes de référence. Ainsi, nous avons examiné 12 marchés passés par entente directe, 6 marchés conclus suite à un appel d'offres et 10 marchés passés par DRP soit un taux de couverture de 45,16 % en nombre et 79,77 % en valeur.





Nous signalons que des marchés d'un montant global estimé à 5 066 888 338 F CFA n'ont pas été couverts par notre contrôle parce que financés sur ressources extérieures. Sept de ces marchés ont été conclus par entente directe pour un montant estimé à 2 939 733 894 F CFA et dix par appel d'offres à hauteur de 2 127 154 444 F CFA. L'exclusion de ces opérations extérieures de notre périmètre d'investigation est consécutive à une disposition des termes de référence qui limite le champ de contrôle aux opérations financées sur ressources internes.

4.3 EXAMEN DES MARCHES

4.3.1 MARCHES CONCLUS PAR ENTENTES DIRECTES

Les principales constatations sont présentées ci – après :

ENTENTE DIRECTE T 0861/08 - CARENAGES ET REPARATIONS MAJEURES DES MOYENS NAVALS, DES INFRASTRUCTURES TECHNIQUES DES BASES NAVALES AINSI QUE LA FOURNITURE D'ENERGIE ELECTRIQUE AUX UNITES NAVALES A QUAI

ATTRIBUTAIRE : DAKARNAVE pour un montant de 254 880 946 F CFA

Non conformités

- le dossier de suivi du marché ne comporte aucune information financière sur le suivi des coûts de revient bien que les dispositions de l'article 75 du NCMP relatives au contrôle spécifique des prix de revient soient incluses dans le contrat ;
- le dossier de passation ne comprend pas la garantie de bonne exécution du marché alors que le paiement a été effectué intégralement par BE 08 138 109 du 9 septembre 2008.

Recommandations

- se conformer aux dispositions de l'article 75 relatives au contrôle des prix de revient et veiller, au-delà de sa formulation dans les clauses du contrat, à sa mise en œuvre effective ;
- veiller à classer dans le dossier de suivi de l'exécution des marchés les copies des garanties de bonne exécution de même que tous les documents de suivi et de gestion des marchés.

ENTENTE DIRECTE 14/CPMP/R ACQUISITION DE GILETS ANTI-FRAGMENTATION ET DE MUNITIONS

ATTRIBUTAIRE : SOFEXI pour un montant de 599 625 000 F CFA

Non conformités

- le MFA a développé un argumentaire articulé autour de l'urgence, de la disponibilité des stocks et de raisons impérieuses de défense nationale pour justifier sa requête aux fins d'autorisation de contracter par entente directe avec SOFEXI pour l'achat de 1 500 gilets anti-fragmentation et de munitions. L'argument de la disponibilité de stocks ne nous paraît pas pertinent puisque la société pressentie, qui fait plutôt de l'intermédiation, n'est pas spécialisée dans la fabrication de gilets anti – fragmentation ou de munitions ;
- le contrôle des prix de revient n'est pas effectif puisque le dossier de suivi du marché ne comporte aucune information financière bien que les dispositions de l'article 75 du NCMP relatives au contrôle spécifique des prix de revient soient incluses dans le contrat ;
- la garantie de bonne exécution du marché passé par entente directe pour 599 625 000 F CFA n'a pas été jointe au dossier.

Recommandations

- éviter autant que possible le recours à des intermédiaires qui a pour effet de renchérir les coûts d'acquisition du matériel ;
- se conformer aux dispositions de l'article 75 relatives au contrôle des prix de revient et veiller, au-delà de sa formulation dans les clauses du contrat à sa mise en œuvre effective ;
- veiller à classer dans le dossier de suivi de l'exécution des marchés les copies des garanties de bonne exécution de même que tous les documents de suivi et de gestion des marchés.

ENTENTE DIRECTE F 0189/08 - ACQUISITION DE PIECES DE RECHANGE POUR VISITES PERIODIQUES DU FOKKER 27 DE L'ARMEE DE L'AIR

ATTRIBUTAIRE : SENEGAL AEROSPACE SUPPORT(SAS) pour un montant de 227 000 000 F CFA

Date de souscription: 9 juillet 2008

Date d'approbation : 1^{er} septembre 2008

Date de notification : 15 septembre 2008

Non conformités

- l'examen du dossier de passation des marchés a permis de relever des incohérences entre différents documents de passation des marchés. Le bordereau de livraison est daté du 14 septembre 2008, le procès verbal de réception du 28 août 2008 pour un marché notifié le 15 septembre 2008. Les preuves d'une régularisation d'un marché attribué et déjà exécuté sont réunies (infraction à l'article 44 du COA) ;
- le dossier ne comporte pas d'attestation de main levée alors que l'attestation de bonne exécution a été délivrée le 6 octobre 2008 (la garantie de bonne exécution émise le 14 août 2008 est valable jusqu'au 4 février 2009).

Recommandations

- se conformer aux dispositions de l'article 44 du Code des Obligations de l'Administration qui proscrit la régularisation de marchés déjà exécutés ;
- délivrer aux fournisseurs les attestations de mainlevée à bonne date.

MARCHE F 0412/08 – ACQUISITION DE GILETS PARE-BALLES ET DE MUNITIONS

ATTRIBUTAIRE : SOFEXI (SOCIETE FRANÇAISE D'EXPLOITATION DE FOURNITURES INDUSTRIELLES) pour un montant de 517 473 510 F CFA ramené à 400 604 382 F CFA en raison des ponctions budgétaires (réduction du nombre de gilets pare – balles qui passe de 319 à 181 sans toucher au prix unitaire).

Non conformités

- les mêmes arguments que ceux développés pour l'achat de gilets anti – fragmentation ont été servis à la DCMP pour obtenir l'autorisation de passer un contrat par entente directe. L'argument de la disponibilité de stocks ne nous parait pas pertinent puisque la société pressentie n'est pas spécialisée dans la fabrication de gilets anti – fragmentation ou de munitions ;
- le contrôle des prix de revient n'est pas effectif puisque le dossier de suivi du marché ne comporte aucune information financière bien que les dispositions de l'article 75 du NCMP relatives au contrôle spécifique des prix de revient soient incluses dans le contrat ;
- la garantie de bonne exécution du marché passé par entente directe pour 517 473 510 F CFA n'a pas été jointe au dossier.

Recommandations

- éviter autant que possible le recours à des intermédiaires qui a pour effet de renchérir les coûts d'acquisition du matériel ;
- se conformer aux dispositions de l'article 75 relatives au contrôle des prix de revient et veiller, au-delà de sa formulation dans les clauses du contrat, à sa mise en œuvre effective ;
- veiller à classer dans le dossier de suivi de l'exécution des marchés les copies des garanties de bonne exécution de même que tous les documents de suivi et de gestion des marchés.

ENTENTE DIRECTE 0559/08 - ASSURANCE DES AERONEFS, DU PERSONNEL NAVIGANT ET DES INFRASTRUCTURES

ATTRIBUTAIRE : AXA ASSURANCES pour un montant de 72 781 000 F CFA

Non conformités

- l'autorisation de passer un marché par entente directe sur la base de l'article 76 – 1 a été accordée en violation du NCMP puisque les arguments développés à l'appui de la demande d'autorisation s'articulent plutôt autour des garanties offertes, de l'expérience de l'attributaire qui détient ce contrat depuis 1974 pour des raisons liées à la participation de l'Etat du Sénégal dans le capital de AXA ;
- la reconduction du contrat a été faite en violation des dispositions de l'article 14 du NCMP sur la durée des marchés.

Recommandations

- veiller à une application stricte du NCMP et ne pas abuser du secret défense pour faire passer les requêtes aux fins de conclusion de marchés par entente directe ;
- se conformer aux dispositions de l'article 14 du NCMP sur la reconduction des contrats.

Les tableaux ci – après font la synthèse des mêmes anomalies identifiées dans plusieurs marchés conclus par entente directe :

DESCRIPTION	ENTENTES DIRECTES			
	REVISION MOTEUR FOKKER 27	REVISION HELICE FOKKER 27	REVISION DE SOUS ENSEMBLES ET FOURNITURE D'ACCESSOIRES FOKKER 27	RECONSTITUTION STOCK MINIMAL PIECES DE RECHANGE FOKKER 27
Attributaires	Africa Air Assistance (AAA) Budget Consolidé d'Investissement	Société Africa Assistance (SAS) Budget Consolidé d'Investissement	Société Africa Assistance (SAS) Budget Consolidé d'Investissement	Sénégal Aerospace Support (SAS) Budget Consolidé d'Investissement
N° Marché	F 395/08	F 394/08	F 393/08	F 0396/08
Montants en F CFA	150 000 000 F CFA	70 000 000 F CFA	130 000 000 F CFA	150 000 000 F CFA
Date d'approbation	3 juillet 2008			
Date de notification	14 juillet 2008			
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - on note une démultiplication des marchés parce que les fonds du budget consolidé des investissements sont engagés par le niveau central alors que le budget de fonctionnement est mobilisé par les différents Administrateurs de Crédits ; - des cahiers de charges ne sont pas établis pour définir de manière formelle, avec un cadre de devis estimatif quantitatif et / ou un bordereau de prix unitaires, la nature des travaux à effectuer sur les aéronefs, le planning des interventions... Les factures pro forma produites à l'appui des demandes d'autorisation d'entente directe et les annexes aux contrats ne sont pas suffisamment détaillés pour permettre un contrôle a posteriori des prix de revient tel que prescrit par l'article 75 du NCMP ; - la spécificité de la gestion technique des systèmes d'armes équipant l'armée de l'air et la nécessaire observance de normes de sécurité et de confidentialité requises pour la fourniture de ce type d'équipements militaires classés « sécurité/confidentiel/défense » ne sauraient soustraire le MFA à son obligation de se conformer au NCMP notamment par l'organisation d'appels d'offres pour ce type de travaux. 			
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - la source de financement ne devrait pas impacter la taille des marchés et leur nombre ; - des cahiers de charges précis doivent être élaborés même pour les ententes directes pour mieux préciser la nature et l'étendue des travaux sur les aéronefs. Les prix unitaires doivent être renseignés pour permettre un benchmarking propre à donner au MFA des arguments pour la négociation des prix facturés dans ces ententes directes et pour un contrôle efficace des prix de revient au regard de l'article 75 du NCMP. 			

DESCRIPTION	ENTENTES DIRECTES		
	FOURNITURE HELICE FOKKER 27	REVISION MOTEUR FOKKER 27	PRESTATIONS DE SERVICES ET MAINTENANCE SUR DES HELICOPTERES DE L'ARMEE DE L'AIR
Attributaires	Société Africa Assistance (SAS) Budget de Fonctionnement	Africa Air Assistance (AAA) Budget de Fonctionnement	Ad Trade Belgium Budget de Fonctionnement
N° Marché	F 0561/08	S 902/08	F 0016/09
Montants en F CFA	70 000 000 F CFA	150 000 000 F CFA	100 000 000 F CFA
Date d'approbation	3 octobre 2008	23 décembre 2008	3 juillet 2008
Date de notification	20 octobre 2008	29 décembre 2008	14 juillet 2008
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - on note une démultiplication des marchés parce que les fonds du budget consolidé des investissements sont engagés par le niveau central alors que le budget de fonctionnement est mobilisé par les différents Administrateurs de Crédits ; - des cahiers de charges ne sont pas établis pour définir de manière formelle, avec un cadre de devis estimatif quantitatif et / ou un bordereau de prix unitaires, la nature des travaux à effectuer sur les aéronefs, le planning des interventions... Les factures pro forma produites à l'appui des demandes d'autorisation d'entente directe et les annexes aux contrats ne sont pas suffisamment détaillés pour permettre un contrôle a posteriori des prix de revient tel que prescrit par l'article 75 du NCMP ; - la spécificité de la gestion technique des systèmes d'armes équipant l'armée de l'air et la nécessaire observance de normes de sécurité et de confidentialité requises pour la fourniture de ce type d'équipements militaires classés « sécurité/confidentiel/défense » ne sauraient soustraire le MFA à son obligation de se conformer au NCMP notamment par l'organisation d'appels d'offres pour ce type de travaux. 		
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - la source de financement ne devrait pas impacter la taille des marchés et leur nombre ; - des cahiers de charges précis doivent être élaborés même pour les ententes directes pour mieux préciser la nature et l'étendue des travaux sur les aéronefs. Les prix unitaires doivent être renseignés pour permettre un benchmarking propre à donner au MFA des arguments pour la négociation des prix facturés dans ces ententes directes et pour un contrôle efficace des prix de revient au regard de l'article 75 du NCMP. 		

4.3.2 LES MARCHES CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES

Le Ministère des Forces Armées a conclu, sur ressources internes, au cours de l'exercice sous revue, 19 marchés suite au lancement d'une procédure d'appel d'offres ouvert ou restreint sur les 59 initialement prévus dans son Plan de Passation des Marchés soit un taux d'exécution de 32,20 %. L'échantillon sur lequel ont porté nos travaux représente 31,69 % en nombre et 53,69 % en valeur. Les principales constatations sont présentées ci - après :

AO EN PROCEDURE D'URGENCE : FOURNITURE MATERIEL DE CUISINE ET DE VAISSELLE AU PROFIT DE LA GENDARMERIE NATIONALE

Date de publication du DAO : 7 mars 2008 Le Soleil n° 11 331

Date limite de dépôt des offres : 25 mars 2008

Délai de préparation des offres : 18 jours

Date de souscription : 20 mai 2008

Date d'approbation : 9 octobre 2008

Date de notification : 17 octobre 2008

ATTRIBUTAIRES :

Lot 1 : Effets d'habillement et accessoires KEUR KHADIM pour 200 000 000 F CFA marché F 0570/08

Lot 2 : non attribué pour défaut de production d'échantillons

Lot 3 : Matériel de maintien de l'ordre et de protection MINTECH pour un montant de 159 890 000 F CFA marché F 0571/08

Lot 4: Matériel de cuisine GROUPE DISSO pour un montant de 8 395 700 F CFA Marché F 0562/08

Non conformités

- le délai accordé aux soumissionnaires pour la préparation de leurs offres est inférieur au minimum requis prévu par l'article 63 du NCMP (20 jours pour un appel d'offres en procédure d'urgence) ;
- l'avis d'appel d'offres ne comporte pas toutes les mentions requises pour une correcte information des potentiel candidats (article 66 NCMP) ;
- le procès verbal d'ouverture ne désigne pas nommément les membres de la commission technique chargée d'évaluer les offres ;
- la commande passée au fournisseur DISSO comprend des articles non prévus dans le procès verbal d'attribution estimés à 75 000 F CFA ;
- cinq mois se sont écoulés entre la date d'avis d'attribution provisoire et la date d'approbation du marché qui ne comprend pas de formule d'actualisation alors que l'exécution des marchés intervient bien au-delà de la période de validité des offres ;
- le lot 2 a été attribué au troisième moins disant le premier ayant été éliminé pour n'avoir pas fourni les échantillons demandés alors qu'aucune indication n'est donnée dans le procès verbal d'attribution pour justifier l'élimination du second moins disant.

Recommandations

- se conformer aux dispositions de l'article 63 relatif aux délais de préparation des offres ;
- adopter les documents types pour éviter les omissions dans les documents de passation des marchés ;
- s'en tenir aux indications du procès verbal d'attribution au moment de la finalisation des contrats et prévoir des formules d'actualisation ou de révision lorsque cela s'avère nécessaire ;
- éviter les abus dans les demandes d'échantillons et motiver l'élimination des candidats.

DAO N° T.0834/08 TRAVAUX DE REHABILITATION DU STADE IBA MAR DIOP

Date de publication du DAO : 10 juillet 2008 Le Soleil n° 11 433

Date limite de dépôt des offres : 12 août 2008

Délai de préparation des offres : 28 jours

Date d'attribution : 14 août 2008

Date de souscription : 3 décembre 2008

Date d'approbation : 5 décembre 2008

Date de notification : 12 décembre 2008

ATTRIBUTAIRE : ETABLISSEMENTS STB (MAGUETTE DIAGNE) pour un montant de 35 381 000 F CFA

Non conformités

- le délai accordé aux soumissionnaires pour la préparation de leurs offres est inférieur au minimum requis prévu par l'article 63 du NCMP ;
- le cahier des charges ne mentionne pas les conditions d'exécution des marchés (notamment les CCAG, CCTG et CPS) telles que prévues par l'article 12 du NCMP et comporte des clauses abusives et discriminatoires notamment l'élimination des candidats qui auraient des chantiers à l'arrêt ou en contentieux avec la Direction du Génie ;
- l'offre d'un soumissionnaire a été rejetée à l'ouverture des plis en raison de la non production de pièces administratives non précisées par ailleurs alors qu'à ce stade de la procédure, seul le défaut de garantie de soumission doit entraîner le rejet (article 45 du NCMP). En outre, le procès verbal d'ouverture ne désigne pas nommément les membres de la Commission Technique chargée d'évaluer les offres des soumissionnaires ;
- les critères d'évaluation mentionnés dans le CPST ne sont pas adaptés aux marchés de travaux et correspondent plutôt à ceux applicables aux prestations intellectuelles. Ledit cahier des prescriptions spéciales et techniques ne comprend pas de cadre de devis estimatif et quantitatif ce qui a induit les candidats à présenter des offres financières variant de 36 793 315 F CFA à 112 751 741 F

CFA. Cette absence de bordereau quantitatif a pour effet de biaiser la comparaison des offres et le choix porté sur l'attributaire ;

- le marché attribué, pour un montant de 36 793 315 F CFA, a été conclu pour 35 381 000 F CFA en raison des ponctions budgétaires qui ont conduit l'attributaire provisoire à consentir un rabais en violation du NCMP qui interdit toute négociation sur les marchés de travaux et de fournitures ;
- l'article 10 du marché exclut toute révision et toute actualisation du prix alors que le marché a été notifié au fournisseur bien après la période de validité de son offre ;
- l'article 7 du contrat intitulé « garantie financière et cautionnement définitif » n'est pas conforme au NCMP puisqu'il détermine le montant de la garantie de bonne exécution en référence au décret 2002 – 550 du 30 mai 2002 ;
- le terme impropre « lettre de garantie » a été utilisé dans le procès verbal d'ouverture pour désigner la garantie de soumission ;
- l'autorité contractante n'a pas adressé à l'entreprise dont l'offre n'a pas été retenue, une lettre d'information conformément à l'article 85 NCMP.

Recommandations

- l'autorité contractante doit se soumettre aux dispositions de l'article 63 qui fixe le délai minimal de dépôt des offres ou des candidatures à 30 jours à compter de la date de publication de l'avis d'appel à la concurrence dans le cas d'appels d'offres nationaux ;
- les acteurs de la passation des marchés devraient participer aux séminaires de mise à niveau sur le NCMP et utiliser les documents – types afin de régler tous les problèmes d'élaboration des cahiers des charges et autres procès verbaux ;
- dans un P.V d'ouverture des plis, il doit être expressément précisé la nature des pièces administratives manquantes pour chaque soumissionnaire car il y a des pièces qui sont acceptables jusqu'à l'attribution provisoire alors que la garantie de soumission doit être obligatoirement remise à l'ouverture des plis sous peine de rejet de l'offre ;
- aucune négociation de montant ou de prix unitaires n'est acceptable dans un marché de travaux, de fournitures, ou de services courants .Ainsi, toute variation de montant entre la soumission et le marché doit être justifié par un rabais consenti et annoncé dans la lettre de soumission ou découler des corrections à la suite d'erreurs arithmétiques constatées durant l'évaluation de l'offre.

**APPEL D'OFFRES POUR FOURNITURES DE « MATERIELS CASERNEMENT »
ET « OUTILLAGES DE CASERNEMENT » POUR LA GENDARMERIE
NATIONALE.**

Date de publication du DAO Initial : 3 juillet 2008 Le Soleil n° 11 427

Date limite de dépôt des offres : 7 août 2008

Délai de préparation des offres : 34 jours

APPEL D'OFFRES INFRUCTUEUX AUCUNE OFFRE N'AYANT ETE RECUE

Autorisation DCMP N° 2925 du 17 septembre 2008 pour un AOR

Date de transmission lettres d'invitation : 25 septembre 2008

Date d'ouverture des plis : 10 octobre 2008

Délai de préparation des offres : 15 jours

Date d'attribution : 13 octobre 2008

Date de souscription : 3 décembre 2008

Date de notification : 12 décembre 2008

ATTRIBUTAIRE : GMB (Groupe Moderne d'Entreprise et de Bâtiment) pour un montant de 53 391 455 F CFA

Non conformités

- le procès verbal d'ouverture des plis ne précise pas si les montants des offres sont TTC ou HT ;
- l'offre de la quincaillerie KHADIMOU RASSOUL a été écartée pour défaut de fourniture de pièces administratives (sans autres précisions). Or, seule la garantie de soumission est cause péremptoire de rejet d'une offre à l'ouverture des plis.

Recommandations

- le procès verbal d'ouverture des plis doit mentionner, les informations importantes entre autres :
 - o les montants de chaque offre en précisant TTC ou hors taxes,
 - o les rabais consentis par chaque soumissionnaire,
 - o la garantie de soumission de chaque offre (montant, validité, organisme l'ayant délivrée),
 - o la nature des pièces administratives manquantes,
 - o le nom, la fonction, la signature des membres de la commission des marchés ainsi que la liste émargée des soumissionnaires présents.

APPEL D'OFFRES N° F 0035/09 ACQUISITION DE MOBILIERS DE BUREAU ET DE CLIMATISEURS AU PROFIT DE LA DIRECTION DE L'INTENDANCE

Date de publication du DAO : 07 mars 2008 Le « Soleil » 11331

Date limite de dépôt des offres : 18 mars 2008

Délai de préparation des offres : 21 jours

Date d'attribution : 14 août 2008

Date de souscription : 26 août 2008

Date d'approbation : 7 janvier 2009

Date de notification : néant

ATTRIBUTAIRE : DISTRIBUTION PLUS pour un montant de 150 612 500F CFA TTC

Non conformités

- le procès verbal de réception du matériel est daté du 13 décembre 2008 pour un marché approuvé en janvier 2009 illustrant la pratique de la régularisation de marchés déjà attribués et exécutés avant approbation ;
- l'attestation d'existence de crédit a été délivrée au Ministère des Forces Armées qui a engagé la dépense alors que le contrat a été signé par le Directeur de la DMTA.

Recommandations

- se conformer au COA qui, dans son article 44, proscrit la pratique de la régularisation ;
- dans les cas où les acquisitions sont à effectuer par la DMTA, il faut effectuer les virements de crédits pour que les règlements soient ordonnancés à son niveau.

4.3.3 LES MARCHES CONCLUS A LA SUITE D'UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Les tableaux récapitulatifs ci – après font la synthèse des non conformités identifiées dans les DRP qui constituaient l'échantillon sur lequel nous avons travaillé.

Description	DRP N° 138279 Fourniture de matériels de bureau aux services centraux	DRP N° 138280 Fourniture de meublement de bureau aux Forces Armées	DRP N° 138283 Fournitures de matériels de bureau	DRP N° 138270 Consommables Informatiques	DRP N° 138269 Fournitures de bureau au profit des services centraux et services
Attributaires	Centrale Informatique	C.A.R.I	A.C.I	Bureautique Informatique Papeterie	Mina Services
Montants des marchés en F CFA TTC	9 035 850	14 988 950	10 089 994	5 528 000	5 254 068
Violation des dispositions de l'article 6 du NCMP	√	√	√	√	√
Violation de l'article 53 sur les seuils de passation		√			
Insuffisante formalisation des documents de sélection des prestataires	√	√	√	√	√
Non inscription des mentions obligatoires telles que les délais de livraison ou les pénalités de retard dans les marchés	√	√	√	√	√

Description	DRP N° 138272 Consommables Informatiques	DRP N° 138278 Entretien et Maintenance du parc automobile	DRP N° 138264 Pièces de rechange	DRP N° 138242 Achat de carburant au profit des services centraux des Forces Armées	DRP N° 138281 Acquisition de matériels de bureau au profit des services centraux
Attributaires	PADEL SERVICES	GARAGE IBRA GUEYE	SIEPA	TOTAL-SENEGAL	GIE Service Commerce International
Montants des marchés en F CFA TTC	4 521 170	14 999 551	10 000 000	87 000 000	14 909 300
Passation et exécution de marchés non prévus dans le plan de passation des marchés conformément aux dispositions de l'article 6 du NCMP	√	√	√	√	√
Montant proche du seuil de passation de marchés par appel d'offres à l'article 53		√			√
Non respect des dispositions relatives à l'article 77 du NCMP sur la procédure de DRP				√	
Insuffisante formalisation des documents de sélection des prestataires			√	√	√
Non respect des délais de livraison	√				√